



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Intervention du Premier ministre François FILLON  
Ouverture du Sommet sur la sécurité nucléaire**

**Convention and Exhibition Center (COEX)**

**Séoul (Corée du Sud)**

**Mardi 27 mars 2012**

Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord vous remercier pour l'organisation remarquable de ce sommet. Je crois que rarement un rendez-vous sur la sécurité nucléaire n'avait été aussi nécessaire.

Il y a eu l'accident nucléaire de Fukushima, qui a montré à quel point nous avons besoin de renforcer les règles en matière de sûreté dans le monde, mais aussi combien nous avons besoin de mettre en place des capacités internationales d'intervention en cas d'accident, et je voudrais féliciter l'AIEA pour le rôle que cette organisation joue, notamment pour tirer les enseignements de cet accident.

Il y a aussi les politiques nucléaires, au mépris du droit international, conduites en Iran mais aussi tout près d'ici en Corée du Nord, qui soulignent l'urgence de la lutte contre la prolifération nucléaire.

Et puis il y a un troisième risque, qui requiert toute notre attention, c'est celui du terrorisme nucléaire et du terrorisme radiologique.

Le Sommet de Washington a été une étape très importante dans la prise en compte de cette menace, grâce à l'engagement personnel du président OBAMA, et je voudrais à ce sujet le remercier pour son engagement au service de la paix dans le monde et, s'il me permet, lui dire que nous souhaitons qu'il puisse poursuivre cet engagement.

La France a tenu tous les engagements qui avaient été pris à Washington.

Nous avons ainsi procédé à une refonte et à un renforcement de notre réglementation sur la protection et le contrôle des installations, des matières nucléaires et de leur transport. Nous avons demandé à l'AIEA de mener en novembre 2011 une mission pour faire évaluer notre dispositif national en matière de sécurité nucléaire. Cette mission a concerné l'ensemble de nos réglementations, mais aussi sur le terrain, la plus grande centrale d'Europe occidentale et je me réjouis que le rapport final de l'AIEA ait qualifié notre dispositif d'extrêmement robuste.

Je veux dire d'ailleurs que nous encourageons tous les pays présents ici à s'engager dans un exercice similaire et nous les invitons à participer au premier séminaire international qui sera consacré aux enseignements des missions IPPAS que la France accueillera en 2013 en collaboration avec l'AIEA.

Je veux ajouter que la Convention de 2005 sur la répression des actes de terrorisme nucléaire et l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires seront ratifiés dans les toutes prochaines semaines par le Parlement français et la France appelle tous les Etats qui n'ont pas encore procédé à cette ratification à y adhérer le plus vite possible.

Notre engagement est également total dans le domaine de la coopération.

Je voudrais en prendre trois exemples.

D'abord les progrès enregistrés durant la Présidence du G8 en 2011, avec en particulier l'extension du partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes.

Je veux évoquer ensuite notre assistance aux Etats, en partenariat avec les Nations Unies, pour la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité visant à empêcher les terroristes d'accéder aux technologies liées aux armes de destruction massive.

Et puis enfin l'action que nous avons menée avec l'AIEA pour recenser dans le monde la totalité des sources radioactives usagées d'origine française, et pour sécuriser celles qui pourraient présenter des risques.

Nous avons aujourd'hui achevé ce recensement.

Nous avons déjà conduit une opération de rapatriement l'année dernière à Madagascar. Plusieurs autres opérations de sécurisation devraient aboutir en 2012 et en 2013, notamment au Maroc, au Costa Rica, au Soudan, au Liban et aux Philippines.

Monsieur le Président,

Pour la France, il y a trois orientations qui doivent appeler notre mobilisation totale.

La première c'est une meilleure prise en compte du terrorisme radiologique.

L'utilisation de sources radiologiques à des fins malveillantes est maintenant une menace réelle, qu'il faut distinguer de l'usage terroriste d'une arme nucléaire. A compter de ce Sommet, il faut traiter cette question de l'utilisation des sources radioactives comme un sujet à part entière.

La deuxième c'est la recherche.

Il faut poursuivre dans le développement de procédés qui permettent de nous affranchir à moyen terme de l'uranium hautement enrichi pour le fonctionnement des réacteurs de recherche et pour la fabrication de radioéléments à usage médical.

Nous allons pour nous-mêmes y contribuer à travers des programmes de développement de nouveaux combustibles, à travers des actions de conversion des réacteurs de recherche existants, et grâce à des technologies totalement nouvelles, que nous allons utiliser pour le réacteur de recherche Jules Horowitz, qui est en cours de construction à Cadarache.

Enfin, le troisième élément concerne la formation.

C'est notamment pour promouvoir le développement d'une culture de la sûreté et de la sécurité que nous avons créé en 2011 l'Institut International de l'Energie Nucléaire, en lien avec tous les acteurs de l'enseignement, de la recherche et de l'industrie nucléaire.

Mesdames et messieurs,

Pour relever les défis du changement climatique, défis dont je voudrais souligner que leurs conséquences seront bien plus graves que celles de n'importe quel accident technologique, des besoins énergétiques croissants, des progrès de la recherche médicale, nous ne pouvons pas nous priver des atouts de l'énergie nucléaire.

Le nucléaire est et restera un instrument de progrès à l'échelle mondiale.

C'est la raison pour laquelle nous devons exercer ensemble une vigilance sans faille sur toutes les exigences qui conditionnent l'usage de l'énergie nucléaire.

C'est notre responsabilité et c'est notre devoir, et, vous me permettez, monsieur le Président, de profiter de l'occasion qui m'est donnée pour féliciter le Secrétaire général des Nations Unies pour l'engagement total de cette organisation pour rechercher une solution pacifique au conflit syrien.

C'est l'occasion pour moi de le lui dire.